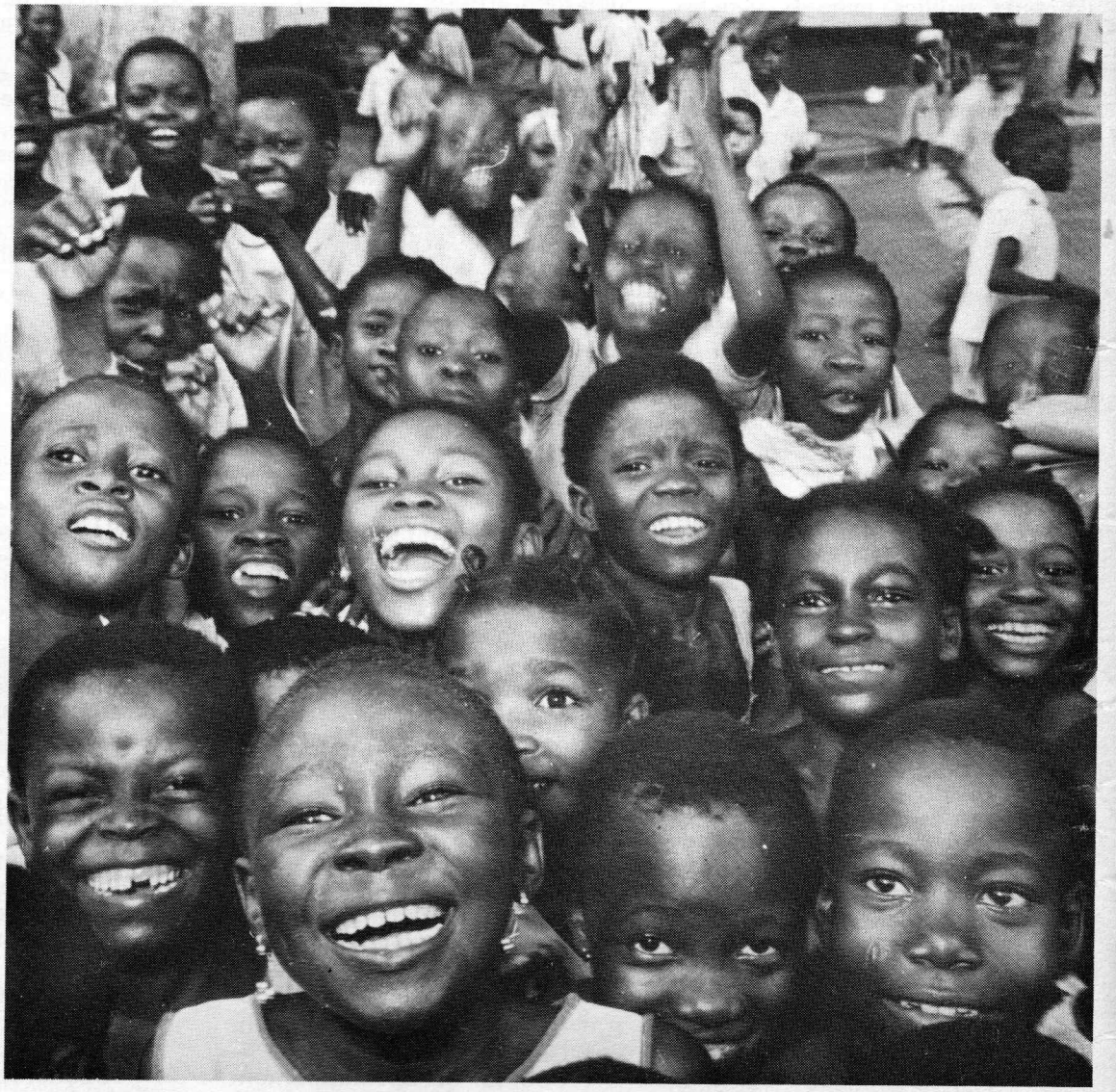
Reprenant les difficultés et les conflits dégagés dans les différents articles de ce numéro, il convient peut-être de s'interroger sur les moyens de résoudre, à tout le moins d'alléger, les obstacles. Peut-être y-a-t-il au moins deux voies à explorer :

- **l'éducation permanente où la société se met en quelque sorte en situation d'auto-éducation ;**
- **le recours pour le transfert des savoirs à des technologies et des machines ;**

pour réserver à l'insertion de connaissances dans chaque culture le rôle, toujours décisif, des enseignants nationaux.

Nous nous tournons vers des avis donnés sur ce point par M. Amadou Mahtar M'bow, Directeur général de l'UNESCO et M. Dragolyub Najman, Sous-directeur général p.i.



l'éducation en devenir

« Personne n'accepterait que 50 % du nombre total des maisons et des ponts construits s'écroulent sitôt achevés mais tout le monde semble trouver normal qu'environ 50 % des enfants des écoles soient exclus ou redoublent leur classe. A cet égard, la situation en Afrique tropicale est extrêmement grave. » (2)

« Il est incontestable que l'Afrique Tropicale est l'une des régions du monde où les problèmes éducatifs sont particulièrement préoccupants. Aux causes universellement reconnues de la crise de l'éducation s'ajoutent des raisons historiques, liées au passé colonial de ces Etats, et notamment au fait que, nouvelles entités politiques et économiques, ils doivent chacun à la fois retrouver une identité culturelle que des influences extérieures grandissantes tendent à saper à la racine ainsi que redéfinir une personnalité propre et, dans le même temps, appréhender et mettre au service de cette reconquête culturelle tous les acquits de la révolution scientifique et technologique mondiale. [...]

Ces contraintes contradictoires, expliquent le déséquilibre et l'inadéquation d'efforts éducatifs poursuivis cependant, depuis l'indépendance de ces pays, grâce à des sacrifices financiers le plus souvent considérables. Il faut souligner la nécessité de réformes profondes, entreprises d'ailleurs déjà avec beaucoup de détermination dans plusieurs pays, et associant, à l'indispensable retour aux sources, le recours aux innovations susceptibles de faire progresser les sociétés africaines, et de permettre aux Africains d'assumer pleinement dans le monde du XXIe siècle leur destin d'hommes, sans rien renier de leur personnalité propre et surtout sans perdre le sens de la vie, cette chaleur humaine que les sociétés hautement industrialisées détruisent dans l'homme. [...]

Il faut insister sur l'interdépendance des expériences actuellement entreprises dans divers pays d'Afrique, et qui auront certainement des conséquences heureuses dans tout le continent, et même ailleurs; si ces Etats d'Afrique Tropicale renforcent leur cohésion dans l'approche de leurs problèmes éducatifs, ils pourront mieux cerner les difficultés et, tout en évitant que les expériences malheureuses soient répétées, profiter des fruits d'innovations heureuses dont les résultats devraient être connus de la communauté africaine et d'autres régions du monde. On a dit, et cela est sans doute vrai, que les nations africaines, dans la mesure où elles pourront échapper à l'adoption pure et simple de modèles éducatifs importés, auront toute possibilité d'éviter de franchir les unes après les autres toutes les étapes de l'histoire de l'éducation des pays développés, et d'adopter d'emblée des systèmes éducatifs intégrant à la fois les apports de la tradition et les résultats les plus récents des sciences et de la technologie éducatives [...] (1)

Amadou Mahtar M'bow,
Directeur général de l'Unesco

(1) *Nous avons repris ici des extraits de la préface écrite par M. Amadou-Mahtar M'baw, pour le livre publié par M. Dragoljub Najman,* **l'Éducation en Afrique, que faire?** *Éditions 2000, 1972.*

(2) *Op. cité, p. 35.*

entretien avec Dragoljub Najman

sous-directeur général p.i. de l'Unesco

Vous êtes l'auteur de « l'Education en Afrique, que faire? » Vous avez collaboré avec la commission internationale à l'élaboration de « Apprendre à être » et de « l'Education en devenus », estimez-vous que l'éducation peut contribuer à changer la société? Y a-t-il interaction entre tradition et modernisme dans les pays en voie de développement?

Je dirai que c'est un rapport dialectique, c'est-à-dire que, d'un côté, il est tout à fait certain que les changements intervenant dans la société ont des répercussions sur le système éducatif mais que, d'un autre côté, c'est le système éducatif qui, dans une certaine mesure, prépare les changements dans la société.

Maintenant, vous me posez la question des pays du Tiers-monde. Elle est en effet extrêmement importante car je pense qu'on peut dire sans exagérer que, malgré les progrès quantitatifs considérables auxquels nous avons assisté en ce qui concerne le développement de l'éducation, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, etc... **il reste néanmoins que la plupart des systèmes d'éducation dans le Tiers-monde et dans les pays en voie de développement sont encore des copies, plus ou moins bien faites, plus ou moins fidèles, de ce qu'on appelait à l'époque des systèmes d'enseignement métropolitains.** Cela montre seulement que l'éducation est un phénomène, une activité humaine qui dispose, si je puis m'exprimer ainsi, d'une force d'inertie considérable, et que les changements fondamentaux des systèmes d'éducation s'opèrent lentement et pas d'une manière abrupte. Le problème qui se pose, à mon avis, problème essentiel, est le suivant: avons-nous pris conscience de l'importance du phénomène et ceux qui décident des changements et doivent intervenir dans les systèmes d'éducation, se rendent-ils compte que ces changements exigent des décisions non pas éducative ou pédagogique mais de **nature politique ?** J'ai l'impression que, le plus souvent, on se contente de faire des références purement techniques et pédagogiques, sans se rendre compte que le problème, au fond, est un problème politique.

Y a-t-il, selon vous, des obstacles à l'innovation?

Quand on parle d'éducation, l'innovation est devenue un peu la «tarte à la crème», on baptise innovation n'importe quoi. D'autre part, l'innovation dans le domaine éducatif est un concept tout à fait relatif et j'aimerais beaucoup insister sur ce point, car ce qui peut être traditionnel dans un système peut être novateur dans un autre. Par exemple si vous avez dans un pays, ou dans une région,

ou même dans une école, des gosses qui ont été habitués à écrire avec un bout de bois sur le sable et si vous introduisez dans cette école le tableau noir, eh bien c'est une innovation, et c'est une innovation pédagogique extrêmement importante. Dans d'autres régions, ce n'est pas le cas. **Il faut relativiser le concept d'innovation.** Voilà le premier point. Le deuxième point consiste à **définir comment faire prévaloir les tendances innovatrices ou novatrices** et c'est souvent très difficile. Les résistances aux changements, qui sont la caractéristique de toute société humaine sont encore beaucoup plus fortes dans les systèmes d'éducation. Combien de fois, avez-vous entendu les gens dire : « De mon temps, quand j'allais à l'école, on faisait les choses de telle ou telle manière, pourquoi ne les fait-on plus ainsi maintenant ? » Ce sont des résistances aux changements. Et elles ne sont pas le propre de telles ou telles régions, je dirai que partout, quand il s'agit de systèmes d'éducation, la réslstance à l'innovation éducative est un facteur qu'il faut prendre en ligne de compte.

Troisième chose que je voudrais souligner, quand il s'agit de pays en voie de développement, dont les ressources sont extrêmement modestes, je dirais qu'**ils sont condamnés à l'innovation** pour la simple raison suivante : **ils n'ont pas les moyens de développer les systèmes éducatifs par des méthodes linéaires en suivant l'exemple des pays développés.** En d'autres termes, si aujourd'hui vous prenez un pays comme le Tchad, où il y a par exemple dans l'enseignement primaire, disons quinze à vingt pour cent d'enfants d'âge scolaire, et si vous décidez de scolariser le cent pour cent des enfants tchadiens dans des écoles primaires **du même type** que celles qui existent aujourd'hui au Tchad, en France, en Grande-Bretagne, si vous assurez un développement linéaire de cet enseignement primaire, soit 30 ou 40 élèves pour un nouveau maître, fonctionnaire payé par l'Etat, au taux auquel il est payé, je peux vous dire que tout le budget du Tchad y passera et le Tchad n'est pas le seul pays qui se trouve dans ce cas là.

Donc, ou bien les pays en voie de développement sont condamnés à innover, c'est-à-dire à obtenir des résultats identiques ou comparables à ceux qu'on obtient dans un enseignement primaire traditionnel, conventionnel par d'autres méthodes, donc par des méthodes novatrices ou bien admettre que la scolarisation totale est une affaire qui est repoussée aux calendes grecques.

J'ai retenu dans votre dernier ouvrage : « L'enseignement supérieur, pourquoi faire ? » que l'élément le plus conservateur de l'enseignement supérieur est le personnel enseignant, et vous insistez, je crois sur la formation des formateurs ?

Oh ! J'insiste sur la formation des formateurs d'une part, mais j'insiste aussi sur le fait qu'un enseignement supérieur devrait, quand il s'agit de personnel enseignant, faire de plus en plus appel à des professeurs à temps partiel, c'est-à-dire à **des gens dont l'enseignement ne serait pas l'unique métier mais qui au contraire auraient une occupation dans la société et qui consacreraient une certaine portion de leur temps à l'enseignement, en particulier à l'enseignement supérieur.**

Ceci nous amène tout naturellement à la notion de formation permanente, expression actuellement tellement galvaudée qu'elle mérite d'abord d'être précisée.

Tout le monde est d'accord sur le fait que l'éducation permanente est une bonne chose, et vous trouverez peu d'articles traitant des problèmes d'éducation aujourd'hui qui ne traitent de l'éducation permanente. Vous trouverez peu de discours d'hommes politiques ou de pédagogues ou d'éducateurs qui ne soient pas remplis d'affirmations concernant l'éducation permanente. Il ne suffit pas d'en parler il est indispensable que nous traduisions le concept d'éducation permanente en concept opérationnel.

Comment ?

En nous posant tout d'abord cette question : Que faut-il faire pour que les individus puissent à tout âge recevoir une éducation, entrer dans un cycle et en sortir, entrer dans un autre cycle et en sortir, acquérir des connaissances, une culture plus vaste, apprendre des choses qui leur seront utiles dans leur vie, dans l'exercice de leur profession et pour satisfaire leurs besoins de loisirs, artistiques, esthétiques, etc.

Comment peut-on arriver à un tel système, sans pour autant exiger que la moitié de la population active ou peut-être, qui sait, 70% soient des professeurs et des enseignants, ce qu'aucune société, même la plus riche, ne pourrait suporter du point de vue financier et économique. Dans « Apprendre à être », quand la commission internationale traite de ce qu'elle appelle la « cité éducative, elle en donne une image et c'est là que réside le point qui était peut-être le moins mis en évidence jusqu'à présent dans les débats et les discussions.

Pouvez-vous développer ce point ?

Il ne suffit pas de dire que chacun pourra à tout instant de sa vie recevoir une éducation ou exiger un certain service éducatif, il faut immédiatement regarder l'autre côté de la médaille. A tout instant de sa vie chacun devra en même temps exercer une profession d'éducateur à temps partiel dans sa spécialité mais aussi être à même de recevoir un complément d'information dans le domaine qui l'intéresse car la cité éducative et l'éducation permanente ne peuvent se concevoir qu'ainsi. Bon ! en termes pratiques, eh bien la cité éducative de demain sera une cité dans laquelle il y aura probablement, c'est paradoxal mais j'y crois profondément, de moins en moins d'éducateurs ou de professeurs professionnels dont ce sera l'emploi à plein temps, et où il y aura de plus en plus de gens qui exigeront que la société leur donne un complément d'éducation, de formation, de connaissances, d'attitudes ou d'aptitudes, mais qui, à leur tour, offriront à la société l'équivalent de leur propre spécialité. Donc, de moins en moins de professionels enseignant des matières ou des sujets, de plus en plus de gens qui consacreront deux, trois, cinq heures par semaine, dix heures peut-être, ceux qui ont le temps, à enseigner aux autres ce qu'il savent. Et là, vont naître, à mon avis, de nouveaux éduca-

teurs que moi j'appelle, faute d'une expression plus adéquate, des **organisateurs d'activités éducatives.**

Quel est l'aboutissement de ce processus ?

Nous n'aurons plus, je crois de directeurs d'écoles, nous n'aurons plus de centres d'éducation populaire, nous aurons de nouvelles catégories d'individus spécialement formés qui s'appelleront donc par exemple des organisateurs d'activités éducatives. Si vous voulez, si nous ne concevons pas cette société de demain comme une société où chacun est prêt à donner ce qu'il est, ou à recevoir ce dont il a besoin l'éducation permanente restera un slogan bon pour des discours préélectoraux ou non.

Là nous en arrivons justement à l'apport de la technologie moderne dans le transfert des connaissances. Faut-il changer les méthodes actuelles d'enseignement avec des moyens techniques de communication de masse ?

Vous savez, il faut d'abord éclaircir un point qui est un point de terminologie et de sémantique. On confond trop souvent éducation, enseignement, instruction, transfert de connaissances, etc. Et c'est la raison pour laquelle, et grâce à cette confusion, tous ceux qui ne croient pas dans les moyens de masse ou les moyens de la technologie moderne, ont beau jeu. Ils vous disent : jamais une machine ne pourra remplacer l'homme. Mais personne n'a jamais dit que la machine doit remplacer l'homme. De toute manière, derrière la machine, il y a l'homme, celui qui l'a programmée, que ce soit un ordinateur, la télévision, la radio. Bon, la radio, qu'est-ce que c'est? C'est un objet inerte, ce qui est important, c'est ce qui passe par les ondes. Mais je crois qu'il faut d'abord partir du principe suivant : **il faut confier aux machines, c'est-à-dire à la radio, à la télévision, et surtout aux moyens électroniques, tels que les ordinateurs et les machines à enseigner, ce que ces instruments peuvent faire mieux que l'homme et confier à l'homme les fonctions que celui-ci peut faire mieux que les machines.** C'est là que nous arrivons au fond du problème. Ce problème en lui-même est relativement simple, mais la confusion que l'on entretient autour de lui le rend compliqué. Il est absolument et scientifiquement établi que les fonctions d'instruction, ou si vous voulez les fonctions de transfert de connaissances, peuvent être remplies bien mieux par les machines que par les hommes et que, quand il s'agit d'apprendre la statistique, la mathématique, la physique, théorique du moins, quand il s'agit d'apprendre des règles complexes de grammaire, l'orthographe, les langues, les machines sont beaucoup plus efficaces que l'homme. Ce ne sont pas des affirmations que je lance en l'air, toutes les expérimentations qui ont été faites à ce sujet sont concluantes. Hélas, la résistance à l'introductiion de la technologie est telle que celle-ci n'a été employée valablement, pour l'instant, qu'au niveau de micro-expérience. On a beau jeu alors de dire : la technologie est beaucoup trop chère, mais, en fait, nous n'en savons rien. Les prototypes sont chers mais une fois passés dans une utilisation de masse, il est très probable que ces systèmes seraient beaucoup moins onéreux que l'emploi d'un professeur par classe de trente élèves. Ceci est également une technologie, qui n'a pratiquement pas changé depuis Aristote et Socrate.

Je vais vous donner un exemple très simple, dans tous les pays du monde, nous avons des problèmes immenses avec l'enseignement de la mathématique. Ce n'est le privilège d'aucun pays d'avoir des résultats désastreux dans ce domaine. Les raisons en sont très simples. Il n'existe dans aucun pays des milliers et des milliers de professeurs de mathématiques qui soient à la fois spécialistes, compétents, bon pédagogues, capables de transférer les connaissances, doués d'une patience divine et capables d'apprendre la mathématique, même à ceux qui sont le plus récalcitrants à cet apprentissage. Or, dans chaque pays, même les moins développés, vous trouverez un, deux, trois, cinq excellents professeurs de mathématique. Si vous les chargez de programmer des machines à enseigner, en l'occurrence des ordinateurs, des mini-ordinateurs, etc., vous aurez des programmes de mathématique faits de telle manière que même les enfants les plus récalcitrants à l'apprentissage de la mathématique, ou des adultes, l'apprendront facilement et je dirais presque, en jouant.

Pour en terminer, je voudrais insister sur le fait que l'assistance dans le domaine de l'éducation est probablement l'assistance la plus difficile qui soit. **L'éducation étant si près de la tradition, de la manière de penser, de la manière de vivre d'une société, peu importent les bonnes intentions de ceux qui viennent pour aider; il leur est très difficile d'entrer dans l'âme, dans le cœur, dans les traditions, dans les habitudes des gens et cela suppose donc une collaboration, une coopération d'abord au niveau de base, au niveau du pays.** Il est impensable de continuer, c'est trop souvent encore le cas, le système selon lequel des gens très qualifiés et souvent pourvus des meilleures intentions viennent pour imposer volontairement ou non une certaine conception du monde, certaines méthodes, certaines approches. Ces gens-là, qui ont la technicité et qui sont nécessaires aux pays en voie de développement, devraient être intégrés dans des études nationales, de manière que le résultat soit **un produit de travail conjoint où les uns mettraient au service de la communauté leur connaissance de cette communauté, de la manière de vivre, de concevoir les choses, de les comprendre et les autres apporteraient leur technicité.** Mais je vous ferais remarquer que cette coopération se déroule aussi sur un plan plus général et que l'on a trop peu souligné ce caractère jusqu'à présent. Beaucoup d'expériences faites dans des pays en voie de développement ont été ensuite transférées dans des pays développés. On peut donc dire que, beaucoup plus qu'on ne le pense, une coopération à double sens existe.

Propos recueilli par
Tidiane DIOP